

Comité de pilotage du projet BRIO

Allocution de Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

Mesdames, Messieurs,

Voyez-vous, il y a parfois des mots qui s'imposent dans le discours public. Le mot auquel je pense et qui est aujourd'hui au cœur de nombreuses actions de la Commission de l'océan Indien, c'est « résilience ». Et pour le coup, la résilience n'est ni un effet de mode, ni un concept marketing.

La résilience, c'est la capacité d'une communauté, d'un écosystème, à se rétablir après une perturbation extérieure. Cette perturbation extérieure, vous l'avez compris, c'est le dérèglement climatique qui est sans doute un marqueur profond de l'anthropocène, une conséquence de cette aptitude de l'Homme, en l'occurrence tragique, de modifier le milieu au point de provoquer des bouleversements fulgurants.

Le statu quo n'est donc pas une option. De fait, notre quête de résilience est autant une exigence qu'une responsabilité collective.

Le projet BRIO qui nous réunit s'inscrit dans cette dynamique mondiale dont l'un des moments clés a été l'Accord de Paris sur le climat.

De mon point de vue, le projet BRIO remplit des objectifs adaptés et utiles : la promotion des services climatiques, la diffusion de technologies fines d'observation, la formation d'experts avec l'appui technique de Météo-France Réunion que je remercie pour son implication aux côtés de la COI et de ses Etats membres.

L'universitaire que je suis n'a pas besoin d'être convaincu des bienfaits de la science au service du développement et des politiques publiques, encore moins peut-être de l'importance de la formation professionnelle. Et c'est justement ce qu'il y a au cœur de BRIO.

Les experts des services de météorologie de nos pays qui ont suivi une formation poussée auprès de Météo Réunion ont un grand rôle à jouer. Vous êtes les relais d'une transition nécessaire dans nos Etats pour que les services chargés de la météorologie puissent contribuer davantage encore au développement durable des territoires. Il est question ici d'un passage vertueux des services météorologiques vers des services climatiques qui alimentent la prise de décision, qui irriguent de connaissances, de données et d'analyses les usagers des secteurs productifs, qui mobilisent les technologies pour le développement.

Il n'est alors plus seulement question de météo mais aussi de santé, d'agriculture, d'aménagement du territoire ou encore de tourisme.

La COI compte beaucoup sur les experts formés dans le cadre du projet BRIO pour porter ce message, pour continuer à développer des applications au bénéfice des usagers, pour promouvoir et accompagner le renforcement des administrations en charge de la météorologie.

Nous comptons aussi sur ces experts pour soutenir la COI dans l'organisation du prochain forum de prévision saisonnière, le SWIOCOF, qui est devenu un rendez-vous important du calendrier scientifique régional et qui doit s'affirmer aussi comme un nœud de connaissances et un lieu de partage. C'est un rôle important qui pourra d'ailleurs être utilement mobilisé pour la mise en place d'un centre régional sur le climat.

BRIO a aussi été un premier jalon pour le démarrage du projet HYDROMET cofinancé par l'AFD, l'Union européenne et le Fonds vert pour le climat dont nous attendons une confirmation prochaine avec confiance. Le projet HYDROMET inaugurera, je le souhaite, une valorisation importante des services météorologiques et climatiques en faveur de l'atténuation et l'adaptation aux effets des changements climatiques. C'est un projet résolument tourné vers l'avenir de nos îles et la sécurité de nos populations. Il est question de notre capacité à protéger et épanouir notre capital humain et notre capital naturel. La raison en est simple : c'est vital.

J'appelle donc nos Etats membres à intégrer plus encore les services climatiques dans les plans de développement nationaux et dans les politiques budgétaires. Ce n'est pas un poste de dépense. C'est un investissement.

BRIO est une étape importante de notre marche collective pour la résilience de nos territoires. Je tiens ici à exprimer notre grande satisfaction de conduire ces activités grâce à un partenariat de qualité avec l'Agence française de développement avec laquelle nous agissons en faveur des biens publics régionaux. Je vous remercie de votre attention.